

Les familles nombreuses, un siècle de revendications

Au début du 20^e siècle, apparaissent les premières associations de familles nombreuses. Elles militent pour une meilleure reconnaissance et des avantages matériels.

Le 9 avril 1911, une manifestation interdite se tient à Paris. Elle est conduite par Simon Maire, capitaine à la retraite et père de huit enfants. À la tête de la Ligue populaire des pères et mères de famille nombreuses, il réclame des avantages matériels pour les grandes familles. Cette mobilisation politique précoce s'explique par la démographie singulière de notre pays. La France est le premier pays européen à connaître une baisse significative de son taux de natalité. Résultat, souligne l'historienne Virginie de Luca Barrusse, le nombre de grandes familles diminue et un nouveau modèle familial s'impose. En 1901, une famille sur cinq avait au moins quatre enfants; quinze ans plus tard, elles ne sont plus qu'une sur dix et sont devenues un contre-modèle. Les parents sont soupçonnés de tous les vices – ils sont comparés à des «lapins» incapables de réfréner leurs ardeurs sexuelles en raison de leur penchant pour l'alcool... Certaines de ces familles nombreuses vont alors se mobiliser politiquement pour obtenir une meilleure reconnaissance et des avantages matériels. Elles se définissent comme ayant au moins quatre enfants, un nombre jugé nécessaire pour assurer le renouvellement des générations – «un pour le père, un pour la mère, un pour la race, un pour la casse» selon la formule célèbre du statisticien Jacques Bertillon, l'une des plus



Une famille nombreuse à Paris en 1955.

vigoureux défenseurs du mouvement nataliste au tournant du 20^e siècle. Ces associations ont des positionnements très variés. On trouve aussi bien la ligue de S. Maire qui s'adresse aux familles populaires que le mouvement La plus grande famille d'Auguste Isaac, au recrutement plus bourgeois; l'engagement de l'abbé Viollot, personnalité atypique, dreyfusard, promoteur de nombreuses œuvres pour aider les ouvriers, ou la création par Jean Guiraud, rédacteur en chef de *La Croix*, de l'Association catholique de chefs de famille. Or ces associations trouvent un climat favorable pour leur combat. Après la défaite contre la Prusse en 1871, la baisse démographique française devient source d'an-

l'origine d'un déclin national. En 1896 naît ainsi une influente Alliance nationale contre la dépopulation. Au-delà de leurs divergences, tous ces militants s'accordent pour «créer un climat favorable à la famille et à la natalité», souligne V. de Luca Barrusse. Réunissant de nombreuses personnalités, dont des hommes politiques, ils parviennent à enraceriner la question de la natalité dans les projets politiques français, et obtiennent l'adoption de diverses mesures. La première est la loi d'assistance aux familles nombreuses nécessiteuses, adoptée le 14 juillet 1913. On peut encore citer l'adoption en 1920 d'une loi «réprimant la

provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle», ou encore la création de la médaille de la famille française pour les mères de cinq enfants et plus. Au final, l'ensemble forme le socle de la législation familiale qui s'épanouira après la Seconde Guerre mondiale. ■

HELENE FROUARD

Pour aller plus loin

- Les familles nombreuses. Une question démographique, un enjeu politique France (1880-1940) Virginie de Luca Barrusse, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- «La revanche des familles nombreuses: les premiers jalons d'une politique familiale (1896-1939)» Virginie de Luca Barrusse, *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2009/1.



Mères sous haute tension

À l'heure où les femmes sont actives et où engendrer est devenu un choix, de nouvelles contraintes pèsent sur les mères.

MARTINE FOURNIER

«Cinq mois de grossesse, cela devrait suffire!», s'exclame Lisa, qui voit son corps s'arrondir et s'appesantir au fil des jours. Approchant la trentaine, bien installée professionnellement, elle a décidé avec son compagnon, épousé récemment, de fonder une famille. Mais pas forcément au prix du sacrifice, fût-il provisoire, de son confort physique, de l'harmonie de sa silhouette

et de la liberté de vivre sa vie comme elle l'entend... Lisa n'est pas la seule à manifester cette forme de rébellion face à ce que Simone de Beauvoir appelait «l'esclavage de la maternité». Certaines, peu nombreuses mais en nombre croissant, revendiquent même un refus d'enfants (voir p. 56). Face aux discours intemporels qui sacralisent la mère de famille, face à un désir d'enfant plus fort que jamais dans les

sociétés actuelles où les naissances sont devenues plus rares, ces jeunes femmes craindraient-elles les transformations qui ont affecté le rôle de mère depuis quelques décennies? Selon les philosophes Marcel Gauchet ou Camille Froidevaux-Metterie (1), nous sommes confrontés à une véritable «révolution anthropologique»: nous sommes passés de la famille patriarcale à une forme de «matriarcat psychique» ►

Portrait de familles

Mères isolées, enfants de divorcés, couples de même sexe... : la famille, en France, semble sens dessus dessous. Et pourtant, la famille traditionnelle et pérenne reste une norme, voire un idéal.

SÉBASTIEN DUPONT

Chercheur associé à l'université de Strasbourg, auteur de *La Famille aujourd'hui. Entre tradition et modernité* (éd. Sciences Humaines, 2017)

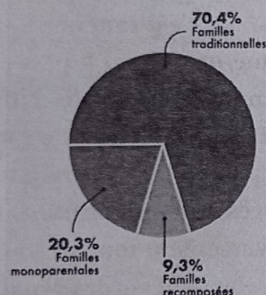
À quoi ressemble une famille en France en 2019 ? Pour le savoir, le plus simple est de regarder les recensements de la population (1). Ils appréhendent les familles sous l'angle du ménage, c'est-à-dire l'ensemble des personnes apparentées qui partagent une même résidence. Les enquêtes en distinguent trois grands types. La « famille traditionnelle » est composée d'un couple d'adultes et de leurs enfants partageant le même foyer. La « famille monoparentale » désigne les ménages composés d'un parent ne vivant pas en couple et de ses enfants. Enfin, le terme de « famille recomposée » recouvre les ménages comptant un couple et au moins un enfant né d'une précédente union de l'un des conjoints. Cette méthode offre une première « photographie » des familles françaises.

La famille « traditionnelle » reste la norme

Premier constat, la famille traditionnelle reste la norme : aujourd'hui encore, 70,4 % des ménages familiaux sont des ménages traditionnels (deux parents et leurs enfants) (2). Trois quarts des enfants qui vivent en famille vivent avec leurs deux parents, dont seulement 3,9 % avec des demi-frères ou demi-sœurs. Plus les enfants avancent en âge, plus ils sont exposés au risque de voir leurs parents se séparer ; mais, même à la veille de leurs 18 ans, la proportion d'enfants de parents séparés ne dépasse pas un tiers des mineurs.

Au-delà de ces données statistiques, la famille traditionnelle demeure surtout une norme culturelle. Dans leur grande

RÉPARTITION DES FAMILLES FRANÇAISES selon les trois grands types recensés



Source : insee

majorité, les Français restent en effet attachés au modèle de la famille unique et pérenne : 77 % d'entre eux aimeraient « construire une seule famille dans leur vie en restant avec la même personne ». Cet idéal est particulièrement actif chez les jeunes adultes en âge de fonder une famille (84 % des 18-24 ans et 89 % des 25-34 ans).

Cette volonté de pérennité conjugale se manifeste dans la proportion croissante des unions légales, permise par la mise en place du pacte civil de solidarité (Pacs) en 1999, qui a largement compensé la diminution des mariages. Aujourd'hui, la grande majorité des couples cohabitants ont officialisé leur

union (72,4 % par un mariage et 7 % par un pacs). Seuls 20,6 % d'entre eux vivent en union libre.

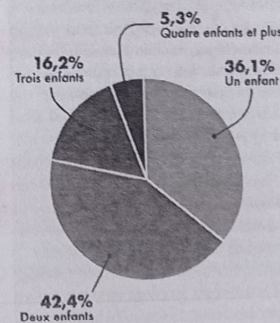
La promotion du mariage entre personnes de même sexe est une autre manifestation de cet idéal. Une proportion importante des couples gays et lesbiens aspirent, comme les couples hétérosexuels, à la sécurité et à la longévité conjugales et familiales. Pour ces couples comme pour les autres, le mariage, aussi décrié qu'il ait été dans les années 1960-1970, peut apparaître comme une source de stabilité et de reconnaissance institutionnelle. Depuis la loi sur le « mariage pour tous » (2013), les mariages entre personnes de même sexe représentent environ 4 % de l'ensemble des mariages prononcés chaque année.

Des évolutions en cours

Mais ce modèle est en pleine évolution. Les ruptures et recompositions familiales sont ainsi en augmentation (3). Au cours des 25 dernières années, la part des familles « traditionnelles » a diminué de 9 %. À l'inverse, celle des familles monoparentales a augmenté de 32 % et celle des familles recomposées de 31 %. Cette évolution – que l'on retrouve dans les autres pays occidentaux – s'explique par la libération des mœurs, l'augmentation des divorces et des séparations et l'accès des femmes à l'indépendance financière. De façon générale, dans ces nouvelles familles, la mère est plus présente que le père : 85 % des chefs de famille monoparentale sont des mères, alors que 80 % des beaux-parents sont des beaux-pères. Quant aux familles homoparentales, dif-



LES FAMILLES FRANÇAISES selon le nombre d'enfants



Source : insee

ficiles à recenser, elles représenteraient environ 0,2 % des ménages familiaux (1 pour 500), 80 % des couples homoparentaux étant des couples de femmes. Une autre évolution significative concerne le nombre d'enfants. Au cours du dernier siècle, la taille moyenne des fratries a diminué. Cette évolution est liée au phénomène universel de la transition démographique : l'amélioration des conditions de vie s'accompagne d'une forte diminution de la mortalité infantile et d'une volonté de maîtriser les naissances. C'est aussi le rapport à l'enfant qui se transforme : plus les parents se préoccupent d'assurer à leurs enfants les meilleures conditions possibles pour leur développement, plus ils en réduisent le nombre. En France, la majorité des familles compte un enfant (36,1 % des familles) ou deux (42,4 % des familles).

Les familles dites nombreuses (3 enfants ou plus selon les critères des politiques familiales françaises) se font rares ; en effet, elles ont été divisées par deux. Aujourd'hui, seule une famille sur cinq (21,5 %) est une famille nombreuse.

Les familles d'immigrés de première génération y sont surreprésentées. Elles comptent des fratries en moyenne plus importantes que les autres et entrent plus fréquemment dans la catégorie des familles nombreuses (36,2 % contre 20 % pour les familles de non-immigrés). Cependant, les familles de descendants d'immigrés ont un nombre d'enfants proche de celui des autres familles. Les comportements en matière de fécondité semblent ainsi s'ajuster aux normes nationales au fur et à mesure des générations.

La famille homoparentale en France : une révolution tranquille?

Anne Cadoret

La famille, enjeu de société
Numéro 15, automne 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008145ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1008145ar>

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

INRS-UCS

ISSN

1708-6310 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Cadoret, A. (2011). La famille homoparentale en France : une révolution tranquille? *Enfances, Familles, Générations*, (15), 45-60.
<https://doi.org/10.7202/1008145ar>

Résumé de l'article

Depuis une quarantaine d'années, nous constatons que la manière de devenir parents a changé : à côté de la famille « classique », une femme et un homme mariés et leurs enfants, nous trouvons diverses configurations familiales, dont la dernière apparue, la famille homoparentale. Toutefois, les familles homoparentales tout en s'inscrivant dans cette chaîne d'évolution y apportent une rupture importante : les parents de l'enfant ne peuvent plus se présenter comme ses possibles géniteurs. Quelles questions nous posent cette continuité et cette rupture? Ces familles demandent à être reconnues par la loi en tant que famille; pourquoi cette reconnaissance qui a eu lieu dans plusieurs pays est-elle si difficile en France?

Tous droits réservés © INRS-UCS, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.
<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.
<https://www.erudit.org/fr/>